

ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État : services extérieurs Question écrite n° 5943

Texte de la question

M. Philippe Le Ray attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le recours de l'État à des modes de gestion publique alternatifs. Dans son rapport de mars 2012 sur « L'État et ses agences », l'Inspection générale des finances recommande d'éviter d'attribuer la personnalité morale à des entités trop petites. Il lui demande si le Gouvernement entend mettre en œuvre cette recommandation.

Texte de la réponse

Le Gouvernement partage pleinement les recommandations de la mission d'inspection en ce qui concerne l'attention qui doit être portée lors de l'attribution de la personnalité morale à des entités qui n'auraient pas une taille critique. Cependant, pour certaines entités appartenant au périmètre des « agences » au sens du rapport de l'inspection générale des finances, l'attribution de la personnalité morale est une condition inhérente à leur fonctionnement, même lorsqu'elles ne présentent pas de critères budgétaires ou de ressources humaines significatifs. Dans le cadre de la modernisation de l'action publique, la revue des petits organismes se poursuit. Le Gouvernement a confié une mission au contrôle général économique et financier qui a procédé au recensement de quelque 261 petits organismes. Ceux devant être soumis à évaluation approfondie ont été identifiés. Cette évaluation portera sur les missions de l'organisme, les moyens qui lui sont attribués et les modalités de pilotage par son ministère de rattachement, ainsi que des thématiques transversales d'évaluation concernant plusieurs organismes et ministères. Sur la base des conclusions de la mission, qui seront rendues d'ici février 2014, les ministères présenteront un schéma de rationalisation des organismes relevant de leur périmètre, qui sera intégré à leur programme ministériel de modernisation et de simplification.

Données clés

Auteur : M. Philippe Le Ray

Circonscription: Morbihan (2e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 5943

Rubrique: Ministères et secrétariats d'état Ministère interrogé: Économie et finances Ministère attributaire: Économie et finances

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : <u>2 octobre 2012</u>, page 5321 Réponse publiée au JO le : <u>7 janvier 2014</u>, page 138